

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAURECIA Systèmes d'Echappement

95 rue du 17 Novembre
25350 Mandeure

Références : -
Code AIOT : 0005900645

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement FAURECIA Systèmes d'Echappement implanté 25 route de Beaulieu BP 10070 25707 Valentigney. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre de la gestion de la cessation d'activité du site FORVIA, suite à l'arrêté préfectoral n°25-2025-10-10-00008 du 10/10/2025 prescrivant la détermination de l'impact des installations sur et hors site et la gestion des pollutions de l'établissement de Valentigney.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA Systèmes d'Echappement
- 25 route de Beaulieu BP 10070 25707 Valentigney

- Code AIOT : 0005900645
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'équipementier automobile FAURECIA SYSTEME D'ECHAPPEMENT aujourd'hui FAURECIA CLEAN MOBILITY (FCM) produisait des systèmes d'échappement pour l'automobile sur son site de Mandeure.

Le site était exploité sous le régime de l'autorisation pour le travail mécanique des métaux notamment.

Les anciennes infrastructures sont actuellement composées de plusieurs bâtiments industriels vides en grande majorité (quelques espaces étant dédiés à divers acteurs du pays de Montbéliard) pour une surface utile de 51 671 m².

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des milieux	AP Complémentaire du 10/10/2025, article 3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion	AP Complémentaire du 10/10/2025, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fourni le plan de gestion de la pollution sur site. Il doit désormais se positionner sur le scénario retenu et proposer un plan de conception des travaux.

Par ailleurs, l'état des milieux et les mesures de gestion envisagées hors site n'ont pas été suffisamment investigués et présentés. Il est attendu que l'exploitant approfondisse sa démarche d'interprétation de l'état des milieux hors site et propose des mesures de gestion appropriées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2025, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion sur site
Prescription contrôlée :

Au vu des conclusions de l'étude de caractérisation du site et de son environnement visée à l'article 2.1 ci-dessus, l'exploitant propose un plan de gestion du site ou apporte les éléments justifiant de son absence.

L'objectif du plan de gestion du site est de définir les opérations de traitement à réaliser afin de réduire au maximum les contacts entre les sources de pollution et les personnes susceptibles de fréquenter les terrains dans le cadre de leur utilisation actuelle ou envisagée. Ce plan de gestion est établi en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de construction actives ou passives, confinement, surveillance, etc.) sur la base d'un bilan coûts - avantages. Dans tous les cas, les possibilités de suppression des sources de pollution ponctuelles ou des « points chauds » sont présentées.

Constats :

mL'exploitant a notifié la cessation d'activité de son site par courrier en date du 21/03/2022.

Il a produit par l'intermédiaire d'un bureau d'étude certifié (Bureau Veritas) plusieurs rapports d'investigations sur les sols, les eaux souterraines et les gaz des sols (07/04/22, 28/04/2022, 30/06/2022, 13/01/2023, et 07/07/2023).

Ces rapports ont mis en évidence la présence de deux sources principales de contaminations semblant avoir une double voire une triple origine au regard de la répartition spatiale située à l'est du site :

- Source solvants chlorés (notamment du Tétrachloroéthylène (PCE)) avec des teneurs dans les sols très élevées, (jusqu'à 19390 mg/kg MS), dépassant les valeurs de référence du bon état des eaux souterraines et des eaux destinées à la consommation humaine. Cette zone est située à l'extérieur, sous le parking véhicules légers actuel, du côté de l'entrée principale du site.
- Sources hydrocarbure au niveau de l'ancienne station-service, de la cuve enterrée attenante et du séparateur HCT, avec la présence de teneurs élevées dans les sols se prolongeant jusqu'au niveau de battement de la nappe.

Une visite de mise en sécurité a été réalisée le 23 juillet 2024, ne révélant aucune anomalie sur l'ensemble du site. Cependant, l'ensemble des analyses menées par Bureau Veritas a permis d'identifier certaines zones nécessitant des investigations complémentaires, notamment en termes de délimitation latérale et/ou verticale. Ces investigations ont été menées à la fin de l'année 2024.

Des essais pilotes ont été réalisés par Bureau Veritas entre mars et avril 2025. Le plan de gestion, élaboré en fonction des résultats de ces essais, était attendu pour la fin du mois d'avril 2025.

Considérant l'absence de transmission du plan de gestion à l'été 2025 et dans le contexte de la reprise du foncier par la société Das Solar, l'Inspection a proposé la prescription de la réalisation d'un plan de gestion sur l'ensemble du site et hors site qui ont été notifié par l'arrêté de prescription complémentaire du 10/10/2025. Un délai de 3 mois a été assujetti à ces prescriptions, soit jusqu'au 10/01/2026.

L'exploitant a transmis en date du 20/11/2025 le rapport d'investigations complémentaires des sols, eaux souterraines, gaz des sols et air ambiant du site de Mandeure (25) - 797180-24724852, permettant de préciser l'étendue des sources de pollutions et les seuils de coupure choisis pour réhabiliter le site **à destination d'un usage industriel**.

Lors d'un échange par visio avec l'exploitant et le bureau d'étude puis une visite sur site avec l'exploitant le jour de l'inspection, l'Inspection a été informée des scénarios proposées permettant la dépollution du site. L'exploitant doit désormais se positionner par rapport à ces scénarios en évaluant notamment les possibilités techniques des différentes méthodes proposées

en fonction de la situation actuelle du site dont FAURECIA n'est plus propriétaire.

Par courriel en date du 06/03/2026, l'exploitant a transmis un plan de gestion référencé Rapport n°797180-24724852_V0 du 02/03/2026.

Les objectifs de réhabilitations sont les suivants :

- HCT (sols) : < 4500 mg/kg MS

- COHV (gaz du sol) : abattement > 90% si asymptote atteinte, sous réserve de compatibilité sanitaire démontrée par ARR prédictive avec une ARR de fin de travaux en cas de composés de dégradation non appréhendés au stade de l'étude

- COHV (sols) : < 8 mg/kg MS (vérification post-traitement par carottages et compatibilité sanitaire).

Les mesures de gestion proposées sont les suivantes :

- Zone COHV : Purge de la source COHV très concentrée en S94 sur la base de 50 m² sur 1 m de profondeur / Mise en œuvre d'un venting enterré d'une durée de 12 à 18 mois + traitement de finition par oxydation par direct push en cas de non atteinte des objectifs.

- Zone HCT : Terrassement de la zone HCT (avec criblage) jusqu'à 2 m de profondeur (niveau de nappe retenu) + Soil mixing de la zone saturée avec du permanganate de potassium.

Le bureau d'étude ayant travaillé à ce plan de gestion recommande désormais à l'exploitant de faire réaliser un plan de conception des travaux. Il est également attendu le contrôle des mesures de gestion à l'issue de leur réalisation et une analyse des risques résiduels.

De plus, étant donné que les mesures de gestion envisagées sur le site ne permettent pas de supprimer tout contact entre les pollutions et les personnes, l'exploitant doit réaliser une évaluation quantitative des risques sanitaires sur les expositions résiduelles.

Il est rappelé à l'exploitant qu'un processus itératif d'ajustement du plan de gestion, fondé sur une évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels prédictive, peut être mis en œuvre jusqu'à la définition de mesures de gestion permettant de rendre l'état du site et des milieux compatible avec les usages définis.

Enfin, étant donné que des teneurs résiduelles sont attendues, des restrictions d'usage devront sans doute être prescrites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se positionner rapidement (délai 1 mois) sur un scénario de gestion et de fournir le plan de conception des travaux associés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2025, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion hors site

Prescription contrôlée :

En cas d'impact révélé ou suspecté hors du site, l'exploitant réalise une démarche d'interprétation de l'état des milieux. L'objectif principal de cette démarche est de connaître, d'une part, les usages réels des milieux et d'autre part, les modes plausibles de contamination.

Pour cela, l'identification de l'état des milieux basée autour d'un schéma conceptuel (bilan factuel de l'état des milieux) consiste en la réalisation a minima des quatre étapes précisées à l'article 2.1. ci-dessus. Cette identification s'appuie si possible sur la mesure analytique des milieux (milieux sources et milieux d'exposition) et est complétée en tant que de besoin par des modélisations ayant pour objet d'orienter la recherche des zones impactées.

Les résultats des analyses pour les milieux caractérisés sont comparés à l'état initial du milieu considéré lorsqu'il a été élaboré. Ils sont aussi comparés, pour les sols au fond géochimique local exempt de toute pollution industrielle ou anthropique, et pour les autres milieux, aux valeurs de gestion réglementaires citées à l'article 2.1 ci-dessus.

Constats :

Le plan de gestion transmis par courriel en date du 06/03/2026 et référencé Rapport n°797180-24724852_V0 du 02/03/2026 ne comporte pas d'interprétation de l'état des milieux à l'extérieur du site.

L'exploitant a toutefois mené quelques investigations concernant la présence de pollution dû aux activités passées du site à l'extérieur du site.

Le rapport transmis en date du 20/11/2025 et référencé (25) - 797180-24724852 fait état d'investigations sur les sols et les eaux souterraines hors du site d'étude mais en limite proche, mettant en évidence la présence de certaines pollutions (métaux, COHV) et des traces de HCT et de PCB, BTEX (toluène).

Concernant la qualité des sols, les teneurs identifiées seraient faibles et présenteraient un caractère ponctuel.

Concernant la qualité des eaux souterraines, un nouveau piézomètre a été mis en place en parallèle des sondages de sols ,à une profondeur de 4 m. L'analyse de l'échantillon prélevé sur ce nouvel ouvrage montre un impact significatif en COHV (328 g/L de PCE) mais restant inférieur à celui mis en évidence en Pz4 en aval immédiat de la zone source. Au regard du positionnement de cet ouvrage, localisé en limite Est du site, l'extension du panache hors site chez Fuji est possible ainsi qu'une communication avec le Doubs mais n'a pas été caractérisé plus précisément.

Un schéma conceptuel est proposé mais celui-ci ne présente pas la situation des cibles hors site tel que les travailleurs du site voisin Fuji.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser une interprétation de l'état des milieux hors site. Si une incompatibilité entre l'état des milieux et leurs usages est suspectée ou identifiée à l'issue de cette démarche d'identification, l'exploitant doit ensuite réaliser une évaluation quantitative des risques sanitaires et un plan de gestion hors site si l'EQRS confirme l'incompatibilité entre l'état des milieux et leurs usages tel que cela lui est prescrit dans l'arrêté préfectoral du 10/10/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois